

Blanchiment : Zenner contre une éventuelle commission parlementaire

Dans le but de renforcer la lutte contre la fraude fiscale, les sénateurs Jean Cornil (PS) et Jacky Morael (Écolo) viennent de déposer une proposition de loi sur la création d'une nouvelle commission parlementaire. Celle-ci devrait prendre en charge le contrôle de l'utilisation de certains comptes auprès de sociétés de clearing et de routing financier, avec pour objectif d'établir un état des lieux en matière de fraude fiscale et de blanchiment d'argent. Si la finalité première de ces sociétés de clearing n'est pas remise en cause par les deux sénateurs, ceux-ci estiment qu'il appartient au Parlement de vérifier les allégations tenues à l'égard de ces sociétés en matière de blanchiment d'argent.

Le ministre des Finances, Didier Reynders, ne juge pas pertinente la création d'une nouvelle commission parlementaire: «nous disposons déjà de bon nombre d'instruments pour lutter contre la fraude fiscale», estime-t-il.

Quant au commissaire du gouvernement en charge de la lutte contre la grande fraude fiscale, Alain Zenner, il n'a pas mâché ses mots, en réponse aux propos tenus par les deux

sénateurs. Ceux-ci évaluent donc à «pas grand chose» les efforts réalisés depuis les grandes déclarations émises sur la lutte contre les circuits de blanchiment, s'offusque-t-il. Sur la forme, Alain Zenner rappelle tout d'abord qu'il a déposé un plan d'action de lutte contre la grande fraude fiscale dès le 27 mars 2001, que ce projet a été débattu en commissions des Finances à la Chambre et au Sénat, et «qu'il a été applaudi, notamment par monsieur Morael» (Écolo). Ce plan a par la suite été suivi de tableaux de bord, poursuit le commissaire du gouvernement, d'un échéancier pour chaque mesure, de rapports trimestriels sur les réalisations opérées, et de résumés réguliers sur l'état d'avancement de ces mesures. Et de s'interroger dès lors sur le travail de documentation du sénateur Cornil.

Sur le fond, Alain Zenner indique également qu'il a suivi de près le dossier Clearstream notamment, mais qu'il est soumis à un devoir de réserve: «à trop parler, je mettrais des enquêtes en péril».

Outre un projet de loi - au Parlement actuellement - destiné à transposer en

Belgique les mesures préconisées par le GAFI (Groupe d'action financière internationale), Alain Zenner mentionne également diverses décisions prises au niveau européen sous la présidence belge, de même qu'une nouvelle directive sur le blanchiment qui étend la gamme des professions et infractions visées. Une directive en cours de transposition en droit belge.

Enfin, le commissaire énonce la liste des nouveaux moyens mis en oeuvre à ce stade : création de cellules spécialisées dans le domaine des carrousels TVA et des huiles minérales, accroissement des contrôles sur les demandes de restitution à la TVA, réorganisation en cours des services anti-fraude du ministère des Finances, ou encore de nouveaux moyens mis à la disposition des Douanes et Accises.

Alain Zenner a donc défendu hier ses prérogatives face à la proposition sénatoriale, offrant aux deux sénateurs de leur fournir toutes les informations nécessaires à ce sujet. «Ce sera plus efficace et plus rapide qu'une commission d'enquête parlementaire», a conclu le commissaire du gouvernement.